

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 57

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

AEROPORTS PRIVES.

Jusqu'où peut aller le libéralisme de la classe dirigeante ? Jusqu'à « ouvrir le capital » de l'établissement public Aéroports de Paris (ADP), pour reprendre l'habituelle formule en trompe-l'oeil. Or la société qui exploite Orly et Roissy exerce un monopole de fait, et la privatisation ne l'exposera pas davantage à la concurrence, qui est pourtant la sacro-sainte raison invoquée par Bruxelles et les gouvernements européens pour justifier le démantèlement du secteur public. Et qu'advient-il du millier d'hectares de réserves foncières détenues par ADP ? Serviront-ils à aménager les accès aux aéroports, déjà très encombrés, ou accueilleront-ils de lucratives activités commerciales ? Certes, l'Etat a prévu de rester majoritaire dans le capital d'ADP. Comme pour Gaz de France, on connaît la chanson... Rappelons qu'il y a peu le Congrès américain a fait échouer un projet de cession de certaines installations portuaires à des capitaux étrangers, au nom de la sécurité et de l'intérêt national. Comme quoi en France, on peut être plus libéral qu'aux States !

SARKOZY MAUVAIS FLIC.

La préfecture de police a communiqué les chiffres de la délinquance pour l'année 2005. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ne sont pas à porter dans la colonne « actif » du bilan du ministre de l'Intérieur. Crimes et délits : +5,2%. Atteintes volontaires à l'intégrité des personnes : +18,2%. Violences contre les personnes : +6,3%. Faut comprendre Sarkozy : on ne peut pas à la fois lutter contre la délinquance, faire campagne pour la présidentielle et régler les innombrables problèmes de la majorité.

HAUSSE DES TAUX.

Le taux directeur de la Réserve fédérale américaine est passé en un an de 2,75 à 4,75% ; celui de la Banque centrale européenne de 2 à 2,50%. Selon les analystes financiers, cette hausse généralisée menace la stabilité des marchés. Le rapport semestriel du FMI parle pudiquement de « plusieurs facteurs d'incertitude ». Patrick Artus, directeur des études chez Ixis CIB est plus direct : il envisage une crise débutant par l'effondrement du prix des matières premières, entraînant une crise du crédit.

EDITO: COMBATTRE LE CHÔMAGE, C'EST D'ABORD LUTTER CONTRE LE LIBERALISME.

Nous présentons ci-dessous la trame de l'intervention de Pierre Carassus, secrétaire national de la Gauche Républicaine, lors du forum des onze formations de gauche consacré à l'emploi, qui s'est tenu jeudi 27 avril au gymnase Japy à Paris, au cours duquel ont notamment pris la parole François Hollande, Marie-George Buffet et Georges Sarre

Comment combattre le chômage ? En combattant le néo-libéralisme, à commencer par son discours en la matière, seriné quotidiennement ou presque par les media, et qui tient en trois assertions :

- x le coût du travail serait trop élevé,
- x les charges sociales seraient trop lourdes,
- x le marché du travail ne serait pas assez « flexible », une manière pudique de dire que les salariés sont encore trop protégés par le code du travail !

Or un simple rappel historique montre que cette argumentation est entièrement fallacieuse. C'est au cours des années 1980-90 que le chômage de masse s'est inscrit durablement dans le paysage social de notre pays. Dans le même temps, le partage des richesses a connu une évolution extrêmement favorable au capital, puisque la part des salaires est tombée de 70 à 60% alors que celle des profits grimpeait de 30 à 40%. Plus récemment, le capital financier a imposé une rentabilité à deux chiffres, qui se traduit par une litanie de « licenciements boursiers », de Moulinex à Hewlett-Packard.

Aujourd'hui, le taux de croissance de l'économie française tourne autour de 2% alors que la rémunération du capital est trop souvent de plus de 10%. Cette logique strictement financière étouffe la créativité, la capacité d'entreprendre, précipite dans le déclin un grand nombre de PME et détruit les emplois par milliers. La course au profit maximum entraîne aussi de grands risques écologiques et engendre partout précarité, exclusions, et aggravation des inégalités. Quant aux entreprises du CAC 40, elles engrangent année après année des bénéfices record !

Lutter contre le chômage, c'est donc d'abord rompre avec la logique du capital financier. Plusieurs pistes s'offrent à nous pour mettre la croissance et l'emploi au cœur de nos priorités :

- x réformer la fiscalité, en taxant les super-profits et la spéculation,

- x créer une banque publique d'investissement qui soutienne les chantiers de l'avenir, que ce soit en matière d'infrastructures ou de projets innovants,
 - x reconstruire un puissant secteur public, sans craindre de renationaliser ce qui a été privatisé au cours des dernières années,
 - x revaloriser les revenus du travail, ce qui aura pour effet de dynamiser la demande intérieure, et responsabiliser les salariés à tous les niveaux de la hiérarchie,
 - x consolider le secteur public de protection sociale, sans craindre d'abroger les mesures de la droite dans le domaine des retraites et de la sécurité sociale ; développer la médecine et l'hospitalisation publiques ainsi que l'aide aux personnes en difficulté, une très grande quantité d'emplois étant à créer dans ces services,
 - x établir un grand système public de « sécurité professionnelle », calqué sur la Sécurité Sociale fondée à la Libération, et dont le premier principe serait d'exclure l'exclusion. L'autre principe serait la garantie de versement de la quasi-totalité de son salaire à une personne momentanément sans-emploi, contre sa participation à des activités de formation comme à des travaux d'intérêt général.
 - x Relancer la construction européenne par une politique de croissance basée sur l'économie solidaire et le développement durable, et favoriser l'avènement d'un nouvel ordre mondial autour de ces mêmes valeurs.
- S'opposer à la mondialisation financière, c'est possible. Pour cela, il faut réinventer la République, retrouver ses fondements pour lui donner une orientation résolument sociale.

HUMEURS.

« PRECARITE : APRES LES JEUNES, LES ETRANGERS ! » Laurent Fabius réagit au projet de loi de Sarkozy sur l'immigration dans une tribune publiée par Le Monde du 25 avril. Extraits.

Un point de méthode d'abord. Pour la première fois depuis longtemps, un même ministre de l'Intérieur soumet deux projets de loi sur le même sujet pendant la même législature. Si une seconde loi Sarkozy est nécessaire, c'est que la première n'a pas été bien efficace ! Pour un homme qui se flatte, à grand renfort d'images, d'obtenir des résultats, c'est à méditer. Autre enseignement : en relançant le débat sur l'immigration, M. Sarkozy espère écarter le vrai débat du moment, l'urgence de la question sociale telle que l'a révélée la mobilisation des jeunes et des salariés contre le CPE.

En réalité, la proposition du CPE et celle de l'« immigration choisie » suivent un même fil rouge : la précarité. Ce que le gouvernement a voulu faire avec les jeunes, il cherche désormais à l'imposer aux étrangers : moins de droits et plus d'insécurité, avec, au total, le même risque de désordre.

Précarisation des étrangers ? Actuellement, le conjoint d'un Français peut obtenir une carte de résident de dix ans après deux années de mariage. Avec le projet Sarkozy, ce délai serait porté à trois ans, et, surtout, ce droit ne serait plus automatique, au détriment du respect de la vie familiale garanti par la Constitution et la Convention européenne des droits de l'homme ; cette précarisation créera du désordre, car certaines des personnes concernées entrèrent et resteront en France illégalement. Elles ne pourront plus être régularisées, elles ne pourront pas davantage être expulsées. Moins de droits, plus de précarité, davantage de désordre : c'est cela la logique gouvernementale.

Autre exemple. Le projet Sarkozy veut supprimer une disposition qui garantit à tout étranger installé depuis dix ans en France de voir son statut régularisé. Là où le chef de l'UMP dénonce avec démagogie une prime à la clandestinité, il ne faut voir qu'une mesure pragmatique, qui permet à la France de régulariser chaque année environ 3 000 personnes. Le ministre parle de « régularisation zéro » pour se justifier. Mais que se passera-t-il si son projet est adopté ? Le nombre de clandestins augmentera fortement, et le prochain gouvernement sera obligé de procéder à une régularisation massive, comme récemment l'Espagne et l'Italie. Loin de lutter contre l'immigration clandestine, le projet de loi la démultipliera ! Là encore, précarité d'abord, ensuite désordre.(...)

Remplacerons nous ce que M. Sarkozy appelle l'« immigration subie » - et qu'il vaut mieux appeler le droit à mener une vie familiale normale et le droit d'asile - par une « immigration choisie » ? Pas du tout ! Pour essayer d'attirer certains travailleurs étrangers, ce projet crée une véritable usine à gaz administrative, avec six statuts différents pour les travailleurs salariés. Or, quand un besoin se fait sentir dans un secteur, une simple circulaire administrative suffit pour accueillir de nouveaux travailleurs étrangers. (...)